Programme des Nations Unies pour le Développement
Niger

Pays : Niger

Plan d'Initiation

Titre du projet : *Programme Intégré de Développement de l'Agrobusiness pour la Résilience Socio-Économique des Jeunes et des Femmes du Niger (PIDAGRES-JeF)*

Résultats attendus UNSDCF/CPD :

Effet 1 UNSDCF 2023-2027 : « D'ici 2027, les institutions nationales et locales améliorent l'application des cadres légaux et réglementaires, l'efficacité, la redevabilité, l'inclusivité et l'équité de la mise en œuvre des politiques publiques pour promouvoir l'offre de services publics de qualité et la résilience des communautés et des familles dans les zones cibles, y compris en situation d'urgence humanitaire » ;

Effet 2 UNSDCF 2023-2027 : « D'ici 2027, les populations notamment les femmes, les enfants, les adolescents, les jeunes (garçons et filles) et les groupes vulnérables ont un accès accru, inclusif, équitable à des services sociaux de base de qualité, à un emploi décent, à la protection sociale et à la protection contre les pratiques néfastes » ;

Effet 3 UNSDCF 2023-2027 : « D'ici 2027, les populations les plus vulnérables particulièrement les femmes, les filles, les garçons et les personnes avec des besoins spécifiques, améliorent : leur sécurité alimentaire et nutritionnelle, la gestion des ressources naturelles et du cadre de vie, et renforcent leur résilience aux changements climatiques y compris dans les zones affectées par les conflits et les catastrophes ».

Produits du CPD attendus :

Produit 1.1. Les populations, les acteurs étatiques, para-étatiques et non-étatiques aux niveaux national, régional et local sont en mesure de développer et de mettre en œuvre des chaînes de valeur agro-silvo-pastorales et halieutiques durables ;

Produit 1.2. Les personnes vulnérables dans les zones ciblées, en particulier les femmes et les jeunes, ont accès à une énergie propre et abordable et à des techniques et technologies innovantes pour améliorer leurs moyens de subsistance ;

Produit 1.3 : Techniques et technologies innovantes améliorées pour la gestion des ressources naturelles, y compris la conservation des écosystèmes ;

Produit 1.4. Les populations et les institutions nationales, régionales et locales ont renforcé leurs capacités institutionnelles, techniques et technologiques pour identifier et appliquer les mesures d'adaptation/atténuation au changement climatique et de réduction des risques de catastrophes ;

Produit 2.1. Les entités déconcentrées et décentralisées disposent des capacités techniques, technologiques et opérationnelles pour fournir aux communautés des services de base de qualité, inclusifs et accessibles ;

Produit 2.3. Les institutions en charge de la sécurité transfrontalière et interne ainsi que les communautés ciblées ont renforcé leurs capacités à prévenir les conflits et à créer les conditions de la stabilisation, de la cohésion sociale et de la consolidation de la paix ;

Produit 2.6. Renforcement des mesures d'autonomisation socio-économique des femmes et des jeunes et de lutte contre la violence sexiste pour promouvoir l'égalité des sexes.

Description succinte

Le secteur agricole représente 40% du PIB du Niger et emploie environ 70% de la population nationale (Banque mondiale, 2022; INS, 2023). La majorité des communautés du Niger dépend ainsi des produits issus de l'agriculture et de l'élevage pour leur subsistance (consommation directe ou commerce des produits issus de l'agriculture, transformés ou non). L'Aperçu des besoins humanitaires du Niger 2023 publié par le Système des Nations Unies en janvier 2023 estime que 2M de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire (2,9M estimées en période de soudure).

L'effet conjugué de l'application des sanctions de la CEDEAO et de la suspension des contributions de plusieurs importants bailleurs de fonds consécutive au coup d'État survenu le 26 juillet 2023 au Niger laisse craindre un aggravement de la situation, sur fond de pression inflationniste sur les biens alimentaires et de première nécessité.

En particulier, les jeunes et les femmes font face à une situation de vulnérabilité multidimensionnelle notamment liée à leur faible accès aux opportunités socio-économiques issues des ressources naturelles productives. Dans ce contexte, le présent programme a pour objectif de proposer une réponse intégrée visant à améliorer la résilience socio-économique des communautés, en particulier les jeunes et des femmes, en favorisant leur accès à des opportunités partagées génératrices de revenus durables dans le secteur de l'agrobusiness. Le programme mise sur l'innovation agricole, la mise en place d'activités de transformation, valorisation et commercialisation à haute valeur ajoutée, et le déploiement de services digitalisés de finance inclusive tout en renforçant la cohésion sociale et en assurant des services de base aux communautés pour permettre l'avènement d'un développement durable et inclusif. Il soutient l'autonomisation des femmes et des jeunes en leur proposant des outils innovants pour générer et gérer des revenus durables, et favoriser leur participation au développement durable au Niger.

Durée du Plan d'Initiation : Juil 2024 – Dec 2025

Quantum Project Number: 01002013

Gender Marker: 3

Total ressources requises: **6 660 446 USD**

Total ressources allouées:

- TRAC 1 : 2 438 007 USD
- TRAC 2 : 1 800 000 USD
- FW : 1 125 000 USD
- A mobiliser 1 114 939 USD

Contributions en nature (terrains): 182 501 USD

Dates de début/fin du Plan d'Initiation : 01/07/2024– 31/12/2025

Partenaires techniques de mise en œuvre : UNCDF, INS, ministères et services techniques déconcentrés (STD) de l'Agriculture, du Génie rural, de l'Elevage, l'Environnement, l'Hydraulique, Intérieur, mairies de Birni, Imanan (Bonkoukou), Tagazar, Chefferie traditionnelles, Institutions de microfinance, Secteur privé, institut de recherche (INRAN, RECA, Aghrimet..etc)

Approuvé par le PNUD :

Dr Nicole KOUASSI
Représentante Résidente

I. OBJECTIF ET RESULTATS VISES

Problématique de développement

Premier pourvoyeur de moyens de subsistance pour les populations, en particulier en milieu rural, le secteur agricole au Niger est confronté à une faible productivité et peine à se moderniser. Le secteur agricole génère en moyenne 40% du PIB du pays, et emploie près de 70% de la population (INS, 2023). Il représente la principale source de moyens de subsistance pour les populations en milieu rural, premières affectées par la pauvreté multidimensionnelle, le manque de revenus et le faible accès aux services sociaux de base. Bien que l'agriculture demeure la pierre angulaire de l'économie nigérienne, le faible développement des chaînes de valeurs agricoles n'aide pas le pays à impulser le processus de transformation structurelle de son économie, laissant ainsi passer l'opportunité de créer des emplois. Le secteur agricole est affecté par un sous-emploi endémique de la main d'œuvre (3 à 4 mois de période de travail) qui impacte négativement la continuité et la durabilité du revenu des populations qui en dépendent pour leur subsistance. La mise en place progressive de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), qui redynamiserait les échanges commerciaux, notamment au niveau du secteur agricole, représente toutefois une opportunité pour le Niger d'effectuer la modernisation et la transformation structurelle du secteur. Face à ces nouvelles perspectives de débouchés commerciaux, produire davantage, mieux, et améliorer la qualité des produits transformés pour stimuler l'exportation de produits à haute valeur ajoutée tout en créant des emplois durables tout au long des chaînes de valeur est un enjeu majeur pour le développement durable.

Malgré les efforts du gouvernement nigérien, **l'accès aux services financiers demeure faible et peu décentralisé**. Selon les données de la BCEAO, en décembre 2021, l'utilisation des services financiers (sous forme de banque, de microfinance ou de monnaie électronique) ne concernait que 14 % de la population au Niger contre 63,8% en moyenne dans le reste de la zone UEMOA et loin derrière le Bénin ayant le taux le plus élevé 82,4%. Le manque d'accès à des outils financiers appropriés (services d'épargne, de crédit, d'assurance ou de paiement) maintient les populations dans un cycle de pauvreté et de vulnérabilité en particulier les jeunes et les femmes en milieu rural. Selon le Global Financial Inclusion Data (Findex) de la Banque Mondiale, le taux de bancarisation de la population adulte (+ de 18 ans) est de 3,5% et 2,5% pour les femmes. Pays le plus vaste d'Afrique de l'Ouest et peu densément peuplé, le Niger fait face à des contraintes géographiques qui rend difficile et très coûteuse, pour l'État nigérien et les opérateurs privés, la réalisation d'infrastructures connectant les diverses localités à l'électricité et à Internet permettant de relever le niveau d'inclusion financière et numérique des populations.

Les sanctions économiques et financières de la CEDEAO et l'UEMOA consécutives à la crise politique à laquelle est confronté le Niger depuis le coup d'Etat du 26 juillet 2023 ont un fort impact socio-économique sur les communautés, en particulier en milieu rural. Ces mesures ont provoqué l'augmentation immédiate du prix de certaines denrées alimentaires de base (+17% pour le riz, +6% pour le mil, +4% pour le maïs, +12% pour le sorgho), faisant peser une contrainte supplémentaire sur les moyens de subsistance des communautés. Selon le Rapport d'Analyse Rapide de l'Impact Socio-économique de la Crise sur les Populations du Niger (SNU, septembre 2023), la fermeture des frontières a porté un coup d'arrêt au commerce transfrontalier, en particulier avec le Nigéria et le Bénin, impactant directement les revenus des ménages qui dépendent de ces débouchés[1]. Les difficultés de commercialisation des récoltes ont concerné 35% des ménages producteurs en 2023, essentiellement en raison de faibles prix de vente à la production (36%), de la baisse de la demande des commerçants ou des clients habituels (27%) ou de difficultés d'accès aux marchés (22%) (FAO[2]). La mise en œuvre de ces sanctions a souligné la très grande dépendance du Niger aux importations en ce qui concerne les produits alimentaires de première nécessité (céréales, sucre, lait, etc.).

Les femmes et les jeunes en milieu rural ont un faible accès aux opportunités de développement socio-économique liées au secteur agricole, ce qui renforce leur exposition à des facteurs de vulnérabilité

[1] En particulier, les producteurs de denrées de rente comme l'oignon ou la tomate, les commerçants et les transporteurs (Banque mondiale-Programme Alimentaire Mondial, octobre 2023).

[2] FAO - Niger, DIEM - Données en situation d'urgence (Bulletin de suivi cycle 7, septembre 2023).

multi-dimensionnels. Selon l'INS (2023), près de 29,7% des actifs féminins réellement occupés exercent une profession agricole, et cette proportion atteint 80% en milieu rural. Principales responsables de la gestion des ressources naturelles au niveau local, les femmes continuent toutefois d'être exclues de leur propriété et y ont un accès limité (ONU Femmes, enquête de perception, novembre 2022). Elles sont souvent également exclues des décisions liées à l'utilisation de ces ressources et reléguées à des activités économiques informelles qui offrent peu de moyens de subsistance. Les jeunes (personnes âgées de moins de 35 ans) font également face à des difficultés d'accès à des opportunités socio-économiques durables. Ainsi, 70% des jeunes âgés de 15 à 24 ans (56,4% des jeunes hommes et 78% des jeunes femmes) ne sont « pas en emploi, en éducation ou en formation », et 49% des jeunes sont analphabètes (INS, 2023). L'analyse de la Politique nationale pour la jeunesse (2022-23) du Ministère de la Jeunesse et du Sport[3] estime ainsi que la pression démographique porte chaque année 250 000 jeunes sur le marché de l'emploi au niveau national. Les consultations menées par le SNU dans le cadre de l'élaboration du UNSDCF 2023-27 en 2022 rapportent que 75% des jeunes interrogés souhaitent s'investir professionnellement dans le secteur agricole. Or, les jeunes ruraux ne disposent ni de ressources productives ni d'épargne/capital après avoir satisfait les besoins de reproduction des ménages. Ils rapportent ainsi « l'absence de socle (agricole) », qu'ils attribuent à la taille et aux rendements en baisse des exploitations, ainsi qu'aux moyens de subsistance mis à disposition dans le cadre du travail précaire (non-agricole) (AFD, 2021[4]).

La faible capacité des services techniques de l'Etat en milieu rural provoque un sentiment d'abandon auprès des communautés et affaiblit la cohésion sociale. La couverture de l'offre de services reste limitée, en particulier en matière d'état civil. Selon l'Analyse des facteurs de conflit sensible au genre et à l'âge menée en 2020 par le Secrétariat du Fonds des Nations-Unies pour la Consolidation de la Paix au Niger et la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP), la jeunesse nigérienne se dit ne pas être associée à la gestion des affaires publiques et beaucoup de jeunes déplorent ne pas être recrutés dans la fonction publique alors qu'ils sont diplômés. La participation des femmes aux processus décisionnels reste relativement faible (ONU Femmes, 2021), en dépit des efforts portés par la loi sur les quotas adoptée en 2020. Ces aspects affectent la cohésion sociale, dans un contexte où la sécurité communautaire est déjà exposée à des menaces multiformes (présence active de groupes armés non étatiques dans les régions transfrontalières du Liptako Gourma et du bassin du Lac Tchad, résurgence de trafics illicites d'armes et de drogue, présence de bandes criminelles organisées, prégnance des conflits liés aux transhumances…[5]) dont la plupart des stratégies d'implantation et de recrutement capitalisent sur les frustrations des populations et jouent sur les sentiments d'exclusion[6].

Objectif

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'approche portefeuille pour l'opérationnalisation de son CPD 2023-2027 et selon les orientations du Plan Stratégique, le CO Niger développe un portefeuille orienté vers le développement socio-économique inclusif, vert, durable et résilient tiré par les communautés. Le PIDAGRES-JeF s'inscrit dans l'opérationnalisation des options de réponse à ces défis, en mettant l'accent sur le développement du secteur de l'agrobusiness pour améliorer la résilience socio-économique des femmes et des jeunes du Niger. Il vise à mitiger l'impact profond et durable attendu sur les communautés rurales et les personnes vivant de l'agriculture des effets de la crise politique de juillet 2023, qui a restreint les perspectives de développement au niveau national et menace les résultats atteints à ce jour[7].

Ce Plan d'Initiation vise à asseoir les fondations de la mise en œuvre de ce programme, en affinant le processus de développement du document de programme. Il vise à encadrer le processus de recueil et

---

[3] Politique Nationale de la Jeunesse 2022-2023, Ministère de la Jeunesse et du Sport, 2022.

[4] Agence française de développement, « L'inclusion De La Jeunesse Dans Les Marchés Du Travail Au Niger : Moyens De Subsistance Et Dynamiques De Genre », Juin 2021.

[5] ACLED, Fact sheet: Military Coup in Niger, 3 août 2023.

[6] PNUD, Journey to Extremism in Africa: Pathways to recruitment, 2022 : 25% des jeunes enrôlés dans les groupes extrémistes violents citent « l'opportunité d'emploi » comme motivation première.

[7] *Impacts socio-économiques de la crise politique, des sanctions de la CEDEAO et de l'UEMOA, et des perturbations dans les financements extérieurs au NIGER*, 5 octobre 2023, Banque mondiale – Programme Alimentaire Mondial.

d'analyse des opportunités d'intervention et de ciblage du PIDAGRES-JeF pour préparer le déploiement rapide d'interventions ciblées et d'assurer la pertinence de l'impact visé.

La théorie de changement qui sous-tend le programme est définie comme suit :

Si un système d'agrobusiness performant et inclusif adossé à des services financiers innovants en particulier pour les jeunes et les femmes, est mis en place et renforcé ;

Si des opportunités socio-économiques durables et à haute valeur ajoutée, en particulier pour les jeunes et les femmes, sont développées et qu'ils accèdent à des services financiers innovants et à des débouchés ;

Si les communautés accèdent à des services sociaux de base locaux inclusifs et de qualité qui garantissent l'établissement d'une bonne gouvernance au niveau local et la mobilisation des ressources internes ;

Si la cohésion sociale et la sécurité communautaire sont durablement améliorées autour de l'accès partagé aux ressources naturelles productives ;

Alors la résilience socio-économique des communautés, en particulier des jeunes et des femmes, sera durablement renforcée ;

Parce que les communautés, en particulier les jeunes et les femmes, participent pleinement et collectivement à l'autosuffisance alimentaire et à la génération de revenus durables dans un environnement performant, paisible et bien gouverné.

Le secteur de l'agrobusiness est porteur d'enjeux majeurs pour le développement durable au Niger. Il est non seulement un important pourvoyeur d'emplois et de moyens de subsistances, en particulier pour les populations vulnérables, mais il contient également des potentialités importantes en matière de production, commercialisation, industrialisation et exportation, notamment pour les marchés régionaux. Suite au coup d'Etat du 16 juillet 2023, de nombreux partenaires au développement ont mis leur coopération en pause, tandis que les partenaires humanitaires renforcent progressivement leurs interventions en proposant des stratégies de moyen et long terme de soutien à la résilience des populations, y compris les plus vulnérables. Ce contexte porte l'opportunité de renforcer le positionnement du PNUD comme partenaire-clé pour le développement socio-économique au Niger, et d'asseoir les bases des ambitions et engagements stratégiques de la vision de son CPD 2023-2027. En particulier, ce programme capitalise et nourrit la position du CO en tant que 1) fournisseur d'expertise et d'assistance technique en matière d'innovation pour le développement, en particulier dans le secteur agricole ; 2) facilitateur de partenariats ciblés et multi-sectoriels ; 3) partenaire-clé du gouvernement et des communautés, dont il contribue à renforcer les liens.

Résultats visés

Résultat 1 : Un environnement propice au développement inclusif et durable de l'agrobusiness et l'accès aux services financiers formels est mis en place et renforcé.

Prêtant une attention particulière à l'inclusion des jeunes et des femmes, le PIDAGRES-JeF propose une modernisation d'envergure du secteur afin de permettre la mise à l'échelle de la production agricole dans les zones d'intervention, à travers des investissements stratégiques et durables. Le programme appuiera d'abord la conduite des recherches et des études qui permettront d'avoir une large connaissance des domaines d'intervention et faciliter ainsi les prises de décisions et la mise en œuvre des activités ***(Composante 1 :***

Etudes). Pour permettre aux communautés de profiter pleinement des moyens mis en place pour assurer une production agricole à grande échelle et accéder à des services financiers inclusifs et durables, les groupements de jeunes et de femmes seront structurés autour d'une coopérative. Cette structuration sera accompagnée par la mise en place des mécanismes et outils de gestion ***(Composante 2 : Structuration des communautés bénéficiaires).***

Afin de leur permettre de participer au développement des activités de production agricole à haute valeur ajoutée, le programme soutiendra simultanément la mise en place de moyens de production innovants et la connaissance des services financiers digitalisés. En partenariat avec les autorités locales et à partir d'une étude topographique permettant de garantir leur productivité, des terrains agricoles balisés seront aménagés de façon à permettre une production à grande échelle ***(Composante 3 : Aménagement et mise en valeur du périmètre d'exploitation)***.

Sur la base d'une identification des besoins précise au démarrage du programme, des équipements et intrants de production agricole modernes et adaptés au milieu seront acquis et déployés pour permettre aux producteurs bénéficiaires (avec un accent particulier sur les groupements de jeunes et de femmes), d'atteindre de hauts rendements (***Composante 4 : Acquisition des intrants et matériels agricoles)***. Un système de culture moderne sera installé afin d'accroître et de stabiliser durablement la production en réduisant l'exposition des cultures aux effets des changements climatiques dans la zone d'intervention. Des formations seront proposées aux membres des groupements de jeunes et de femmes afin de garantir leur appropriation des techniques et moyens innovants de production et les services financiers mis à leur disposition. Les formations à l'utilisation des techniques agricoles innovantes et aux normes de la ZLECAf seront réalisées régulièrement à travers l'accompagnement d'un expert technique déployé par le programme tout au long de l'intervention ***(Composante 5 : Exploitation du site, encadrement des producteurs (Conseil agricole).***

Le programme PIDAGRES- JeF contribuera à développer les chaînes de valeur selon plusieurs spéculations, selon le potentiel des zones cibles, les études de marchés et les priorités nationales en augmentant la production, la transformation et la commercialisation. Il permettra de promouvoir les entreprises compétitives des jeunes et des femmes en vue d'une meilleure intégration dans le commerce intra-africain et international à travers la mise en place d'unités industrielles de transformation, de packaging et d'un laboratoire d'analyse qualité (**Composante 6 : industrialisation, et commercialisation**).

<u>Résultat 2</u> : Les communautés, en particulier les jeunes et les femmes, accèdent à un revenu durable et des services financiers inclusifs

La sécurisation d'un revenu durable pour les groupements structurés sera enfin accompagnée par l'amélioration de leur accès à des systèmes de paiement et aux services financiers et non financiers numériques ***(Composante 7 : Inclusion financière).*** Le programme appuiera les communautés à créer des relations avec des services financiers formels, à former ses membres et les appuyer dans la gestion quotidienne, en mettant en place des outils digitaux pour en assurer une meilleure gestion. Cette mise en relation sera facilitée par la digitalisation des activités des groupements, ainsi que par l'extension des réseaux d'agents des prestataires afin de se rapprocher géographiquement des communautés.

<u>Résultat 3</u> : L'accès des communautés, en particulier les jeunes et les femmes, aux effets d'une bonne gouvernance locale est renforcé

Cet aspect contribuera à renforcer la résilience socio-économique des communautés, en garantissant le renforcement du contrat social entre les autorités communales et la population, en particulier les jeunes et les femmes, et en favorisant leur participation aux mécanismes de gouvernance au niveau local. il s'attachera donc à permettre aux communautés d'accéder à des services publics locaux de qualité, innovants et durables. Un système innovant de gestion centralisée de l'État civil au niveau local à travers l'institution de Guichets Uniques sera mis en place, en capitalisant sur l'expérience réussie dans quatre (04) localités au Niger (***Composante 8: Accès aux services de base de qualité)***.

Résultat 4 : Les communautés, en particulier les jeunes et les femmes, participent activement à la cohésion sociale et au renforcement de la sécurité communautaire.

Afin d'assurer les conditions d'un développement durable et inclusif dans un contexte marqué par la prégnance des occurrences de conflit liés à la concurrence accrue pour l'exploitation et la gestion durable des ressources naturelles, le programme capitalise sur le rôle-clé joué par les jeunes et les femmes au sein de leurs communautés en matière de consolidation de la paix, en promouvant leur implication dans des mécanismes de prévention et règlement des conflits inclusifs. Un appui sera donc fourni afin de garantir la participation des communautés, en particulier les jeunes et les femmes, au dialogue communautaire et au renforcement de la cohésion sociale ***(Composante 9 : Renforcement de la cohésion sociale et de la sécurité communautaire).*** Dans un second temps, le programme s'attachera à améliorer le cadre de vie des populations, en favorisant l'accès à un habitat durable et des services sociaux de base partagés et adaptés à leurs besoins.

II. MODALITES DE GESTION

Le Plan d'Initiation du PIDAGRES-JeF sera mis en œuvre selon la modalité DIM (Direct Implementation Modality), conformément aux règles et procédures du PNUD (POPP). Le PNUD mettra en œuvre les activités conjointement avec l'UNCDF, les services techniques déconcentrés des ministères sectoriels impliqués dans la mise en œuvre du PIDAGRES-JeF (Economie et Finance, Commerce, Agriculture, Environnement, Hydraulique, Intérieur) et les mairies des communes des sites d'intervention ciblées.

Le PNUD et UNCDF piloteront directement le développement des termes de références et le recrutement des personnes ressources (consultants, experts techniques…) qui participeront à l'exécution de ce Plan d'Initiation. Le partenariat établi avec les mairies des communes ciblées a permis d'encadrer l'exploitation de trois (03) sites sur la phase pilote du PIDAGRES-JeF : 1) la commune rurale d'Imanan (Bonkoukou) (département de Filingué, région de Tillabéri), a mis à disposition du programme un site de 38 ha[8] situé dans les villages d'Arrahmat et Diguina, d'une valeur estimée à 38 millions FCFA ; 2) la commune rurale de Tagazar (département de Balléyara, région de Tillabéri) a mis à disposition du programme un site de 50 ha[9] situé dans le village de Kafina, d'une valeur estimée à 25 Millions de FCFA ; 3) la commune urbaine de Birni N'Gaouré (département de Boboye, région de Dosso) a mis à disposition du programme un site de 100 ha[10] situé dans le village de Bossagjé, d'une valeur estimée à 50 Millions de FCFA. Ces contributions en nature ont initié un partenariat étroit avec les autorités locales, qui seront étroitement associées à la mise en œuvre du présent Plan d'Initiation.

La mise en œuvre du Plan d'Initiation s'appuiera sur les équipes des divisions Programme et Stratégie pour la phase de démarrage, sous la supervision directe du Project Manager, Agribusiness et Développement Communautaire et la supervision générale de la Représentante Résidente du PNUD Niger. Elle s'appuie sur les investissements initiés en 2023 sur le site de Birni N'Gaouré dans le cadre du projet Autonomisation des Femmes et des Jeunes, qui ont permis de mettre en place des aménagements de terrains visant à permettre la production agricole à haute intensité dans les zones ciblées.

Le volet finance inclusive, partie intégrante de l'action sous la conduite de UNCDF s'appuiera également sur ses ressources au Niger notamment le responsable pays et l'expert en finance digitale avec le support du bureau régional basé à Dakar pour la mise en œuvre du plan d'initiation et sur ses partenariats en cours avec les prestataires de services financiers pour faciliter la phase de démarrage des activités.

Les coûts directs de projet permettront de couvrir les temps de travail de l'équipe dédiée à la phase d'initiation sur la durée du programme :

[8] Voir Courrier N° 12/CRI/2023 du Maire de la Commune rurale d'Imanan (Bonkoukou) du 25 octobre 2023, l'attestation de donation de terrain N°066 en date du 28 octobre 2023 et l'attestation de détention coutumière N°004 en date du 28 octobre 2023.

[9] Voir Attestation de confirmation de site du Maire de la Commune rurale de Tagazar du 30 octobre 2023, le Procès-Verbal de la mission de clarification du statut foncier du site de Kafina en date du 29 octobre 2023 et l'arrêté municipal de la commune rurale de Tagazar N°009 du 30 octobre 2023 portant clarification du statut foncier du site de Kafina.

[10] Voir Courrier N° 0019/CUB/2023 de la Maire de la Commune urbaine de Birni N'Gaouré du 19 octobre 2023, l'attestation de donation de terrain N°009/23 en date du 03 octobre 2023, l'attestation de détention coutumière N°006/2023 en date du 03 octobre 2023.

- **Au niveau central :** 1 Project Manager - Agribusiness et Développement Communautaire, (P4) 100% ; ;1 Consultant Individuel (IC) Spécialiste en développement communautaire 100% ; 1 Associé au Programme (NPSA 7) 100%
- **Au niveau terrain :** 1 VNU spécialistes en développement rurale et agricole 100% ; 1 VNU international Spécialiste en chaines de valeurs ; 1 Consultant Individuel (IC) Spécialiste en Génie Civil 100%.

III. SUIVI

Activités	Objectifs	Fréquence	Action à prendre	Parties responsables
Suivi de la mise en œuvre des activités	Analyser la mise en œuvre des activités et les progrès réalisés par rapport aux résultats attendus	Hebdomadaire	En cas de retard observé dans la mise en œuvre des activités du Plan d'Initiation, des actions correctives seront adoptées à l'issue de la revue hebdomadaire	Equipe Programme Equipe M&E
Suivi des risques	Identifier les risques spécifiques, y compris les risques financiers, qui peuvent affecter l'atteinte des résultats escomptés ; Suivi de la mise en œuvre des mesures de gestion des risques	Au moins trimestrielle (et dès que nécessaire)	Identification des risques et des mesures de gestion des risques (journal des risques) ; Revue pour actualisation périodique (trimestrielle) des risques et des mesures de gestion des risques	Project Manager Senior Economist / National Economist ; Equipe Programme Equipe M&E
Rapport du Plan d'Initiation	Recense les progrès, leçons apprises et opportunités pour la mise à l'échelle	Annuelle	Collecter les données nécessaires à l'analyse des progrès effectués ; Préparation du rapport annuel	Project Manager Equipe Programme ; Equipe M&E
Rapport annuel axé sur les résultats (ROAR)	Rapporter dans le ROAR les résultats atteints et les leçons apprises	Annuelle	Intégrer les sections correspondantes dans les ROAR 2023 et 2024	Project Manager Equipe ROAR ; Equipe M&E

IV. PLAN DE TRAVAIL

Période: 01 Janvier 2024 – 30 juin 2025

RÉSULTATS ATTENDUS	ACTIVITÉS PLANIFIÉES	2024				2025		PARTIE RESPONSABLE	Code du donateur	BUDGET			
		T1	T2	T3	T4	T1	T2			Montant 2024	Montant 2025	Source de financement	Description du budget
Effet/ Outcome 1 - Résultat 1 : Un environnement propice à la croissance inclusive et durable de l'agrobusiness et l'accès aux services financiers formels est mis en place et renforcé.	**Composante 1 : Etudes**												
	Etude de base	X	X					PNUD	04000	90,000		TRAC	*INS (LOA) Travel DSA*
	Etude d'impact environnemental et social en mise en eouvre du PGES	X	X					PNUD	04010	40,000		TRAC 2	*Travel DSA Ateliers Consultants*
	Etude de marché (chaîne d'approvisionnement et débouchés) assortie d'un plan d'action pour la mise en conformité avec les standards internationaux			X	X			PNUD / Ministère du Commerce/RECA	04010	45,000		TRAC 2	*Travel DSA Ateliers Consultants*
	recrutement de consultants pour la formulation du document de projet PIDAGRES JeF (PRODOC)				X			PNUD		45,000		TRAC	*Travel DSA Ateliers Consultants*
	Sous-Total Composante 1									**220,000**	-		
	Composante 2 : Structuration des communautés bénéficiaires et formations des groupements												
	Etat des lieux des structures communautaires existantes	X	X					PNUD	4000	45,000		TRAC	*Consultant national*
	Mettre en place/ structuration des groupements	X	X										
	Mise en place de la coopérative agricole	X	X										*Travel*
	Légalisation de la coopérative	X	X										
	Concevoir et mettre en place tous les outils de gestion	X	X										*DSA*
	Former les membres de la coopérative et des groupements	X	X										

RÉSULTATS ATTENDUS	ACTIVITÉS PLANIFIÉES	2024				2025		PARTIE RESPONSABLE	Code du donateur	BUDGET			
		T1	T2	T3	T4	T1	T2			Montant 2024	Montant 2025	Source de financement	Description du budget
	Sécurisation foncière des sites			X	X								
	Mettre en place un mécanisme de suivi	X	X										
	Sous-total Composante 2									**45,000**	**-**		
	Composante 3 : Aménagement et mise en valeur du périmètre d'exploitation												
	Installations de forages	X	X					PNUD	04000	380,000	253,333	TRAC	*3 forages*
	terrassement sur les sites	X	X					PNUD	04000	90,000	90,000	TRAC	*25 hectares à birni*
	Acquisition des matériaux de construction pour la clôture du site	X	X					PNUD	12711	185,000		FW	*72100 – Contractual services*
	Mise en place du systéme d'irrigation et morcellement des espaces de culture			X				PNUD	12711	350,000		FW	*72100 – Contractual services*
	Acquisition d'un aspersseur à canon long porté (100-500m)			X				PNUD	12711	90,000		FW	*3*
	Mise en place des magasins de stockage pour la production			X				PNUD	04010	450,000		TRAC 2	*72500 - Supplies*
	Paiements des frais des HIMO			X	X			PNUD	04010	150,000	100,000	TRAC 2	*loa mairie de birni*
	Achats des plantes auprès des population pour l'aménagement d'une haie vive tout autour du site			X	X			PNUD	04010	15,000		TRAC 2	*72500 - Supplies*
	Organisation d'un camp de reboisement			X	X			PNUD	04010	250,000	100,000	TRAC 2	*LOA Scouts, Minisètre de la jeunesse*
	Achat de lampadaires solaires	X						PNUD	12711	500,000		FW	*500 lampadaires*
	Transport & Installations de 500 lampadares solaires			X	X			PNUD	04010	183,500	56,000	TRAC 2	*72100 – Contractual services*
	Sous-Total Composante 3									**2,643,500**	**599,333**		
	Composante 4: Acquition des intrants et matériels agricoles												
	Acquisition du matériels agricoles			X	X			PNUD	04000	500,000		TRAC	*72500 - Supplies*

RÉSULTATS ATTENDUS	ACTIVITÉS PLANIFIÉES	2024				2025		PARTIE RESPONSABLE	Code du donateur	BUDGET			
		T1	T2	T3	T4	T1	T2			Montant 2024	Montant 2025	Source de financement	Description du budget
	Acquisition et installation de l'unité de packging			X	X				04000	20,000		TRAC	*72500 - Supplies*
	Acquisition et installation des équipements du laboratoire d'analyse			X	X				04000	40,000		TRAC	*72500 - Supplies*
	Approvisionnement en engrais minéraux et en produits phyto-sanitaires	X	X						04010	20,000		TRAC 2	*72500 - Supplies*
	Acquistion des semences améliorés certifiés	X	X						04010	5,000		TRAC 2	*72500 - Supplies*
	Sous-Total Composante 4:									**585,000**	-		
	Composante 5: Exploitation du site, encadrement des producteurs (Conseil agricole)												
	Achat de matériels roulants			X	X					180,000		TRAC	*Acquisition de 10 trlcyle, Acquisition de 4 mini camions de 10 tonnes pour le transport de la production, Acquisition de 4 motos DT pour l'équipe projet*
	Former les groupements sur le système de production innovant	X	X	X				PNUD	04000		15,000	TRAC	*72100 – Contractual services*
	Former les groupements sur les itinéraires techniques de culture (ITK)	X	X	X							35,000		*72100 – Contractual services*
	Encadrement et de supervision par les services techniques	X	X	X	X						25,000		*71600 – Travel DSA*
	Encadrement et de supervision								04000	35,000	40,000	TRAC	*IC developpement communautaire, VNU spécialiste en developpement agricole, IC génie civil, IUNV Chaine de valeurs,*
	Sous-Total Composante 5:									**215,000**	**115,000**		

RÉSULTATS ATTENDUS	ACTIVITÉS PLANIFIÉES	2024				2025		PARTIE RESPONSABLE	Code du donateur	BUDGET			
		T1	T2	T3	T4	T1	T2			Montant 2024	Montant 2025	Source de financement	Description du budget
	Composante 6: industrialisation, et commercialisation												
	Construction d'un laboratoire d'analyse de qualité				X			PNUD	04010	60,000		TRAC 2	*72100 – Contractual services*
	Construction d'un local pour l'unité de transformation							PNUD	04010	250,000		TRAC 2	*72100 – Contractual services*
	Acquisition et installation de l'unité industrielle			X	X			PNUD	04000	100,000	100,000	TRAC	*72100 – Contractual services*
	Acquisition et installation de l'unité de packging			X	X			PNUD	04000	20,000	20,000	TRAC	*72100 – Contractual services*
	Acquisition et installation des équipements du laboratoire d'analyse			X	X			PNUD	04000	40,000	40,000	TRAC	*72100 – Contractual services*
	Déploiement d'un réseau électrique sur le site (400KVA)				X			PNUD	04010	120,000		TRAC 2	*72100 – Contractual services*
	Sous-Total Composante 6:									**590,000**	**160,000**		
Résultat 2 : Les communautés accèdent à un revenu durable et des services financiers inclusifs.	**Composante 7: Inclusion financière**												
	Mener une évaluation des besoins et une étude centrée sur l'humain sur les besoins financiers des diverses parties prenantes et des chaînes de valeur cibles, ainsi qu'un exercice de cartographie des associations locales de crédit et d'épargne.			x	x			UNCDF	04000	73,000		TRAC	*71600 – Travel DSA*
	Mener une étude pour le développement d'une plateforme numérique pour connecter les coopératives de la chaîne de valeur			x	x			UNCDF	04000	50,000		TRAC	*IP (UNCDF)*
	Développer des programmes de formation de formateurs (ToT) ciblant les prestataires de formation dans les communautés rurales pour renforcer les connaissances et les capacités sur les outils et services numériques et financiers.			x	x			UNCDF	04000	21,500		TRAC 2	*IP (UNCDF)*
	Développer des modules de formation sur la littératie financière, y compris dans le secteur agricole.			x	x			UNCDF	04010	75,000		TRAC	*IP (UNCDF)*

RÉSULTATS ATTENDUS	ACTIVITÉS PLANIFIÉES	2024				2025		PARTIE RESPONSABLE	Code du donateur	BUDGET			
		T1	T2	T3	T4	T1	T2			Montant 2024	Montant 2025	Source de financement	Description du budget
	Établir des partenariats pour étendre les services financiers et les réseaux de distribution			x	x	x	x	UNCDF	04010	190,000		TRAC 2	*IP (UNCDF)*
	Développer des messages de littératie financière et numérique (à canaliser via des messages vocaux interactifs)			x	x	x	x	UNCDF	04000	28,500		TRAC	*IP (UNCDF)*
	support de bureau UNCDF			x	x	x	x	UNCDF	04000	82,919		TRAC	*IP (UNCDF)*
	Sous-Total Composante 7:									**520,919**	-		
Résultat 3 : L'accès des communautés, en particulier les jeunes et les femmes, aux effets d'une bonne gouvernance locale est renforcé	**Composante 8: Accès aux services de base de qualité**												
	Construction du Guichet Unique			x	x			PNUD	04010	150,000		TRAC	*72100 – Contractual services*
	Equipements du guichet unique			x	x			PNUD	04010	75,000		TRAC	
	Renforcer les capacités			x	x	x		PNUD	04010	25,000		TRAC	
	Sous-Total Composante 8:									**250,000**	-		
Résultat 4 : Les communautés, en particulier les jeunes et les femmes, participent activement à la cohésion sociale et au renforcement de la sécurité communautaire.	**Composante 9: Renforcement de la cohésion sociale et de la sécurité communautaire**												
	Organiser deux (2) journées communautaires entre agriculteurs, commerçants, éleveurs					x	x	PNUD	04000		10,000	TRAC	*71600 – Travel*
	Organiser une (1) formation sur la consilidation de la paix des membres de comité de paix, membres de groupements, radios communautaires, leaders communautaires, religieux, femmes et jeunes					x	x	PNUD	04000		10,000	TRAC	*72400 - Communications*
	Organiser trois (3) sessions de sensibilisation sur la cohesion sociale, dialogue communautaire						x	PNUD	04000		10,000	TRAC	*72500 - Supplies*
	Sous-Total Composante 9:									-	**30,000**		*Budget Paix et Sécurité*

RÉSULTATS ATTENDUS	ACTIVITÉS PLANIFIÉES	2024				2025		PARTIE RESPONSABLE	Code du donateur	BUDGET			
		T1	T2	T3	T4	T1	T2			Montant 2024	Montant 2025	Source de financement	Description du budget
Gestion et Suivi du Projet	Coût de gestion de projet	X	X	X	X			PNUD	04000	117,982	50,000	TRAC	*aménagement, installation & fonctionnement du bureau projet*
	Project Manager P4, 100%	X	X	X	X				04000	104,834	104,834	TRAC	*61100- Staff Salary/71400 - Individual Contract*
	Assistant Programme NPSA7, 100%	X	X	X	X			PNUD	04000	12,950	12,950	TRAC	
	Suivi-Evaluation	X	X	X	X			PNUD	04000	18,822	18,822	TRAC	*71600 – Travel DSA Suivi des travaux, Supervision services techniques (central & terrain) Suivi M&E*
	Communication	X	X	X	X			PNUD	04000	30,000	20,000	TRAC	*72400 - Communications*
	Delivery Enabling Services (DES)	X	X	X	X			PNUD	28600	9,000	4,000	TRAC	
	Contribution en nature - terrain 38ha Imanan	*Valeur de 38MFCFA - donation au 25/10/2023 - UNORATE 617,139*								61,574			*Contribution en nature des communes*
	Contribution en nature - terrain 50ha Tagazar	*Valeur de 25MFCFA - donation au 30/10/2023 - UNORATE 617,139*								40,510			
	Contribution en nature - terrain 100ha Birni	*Valeur de 38MFCFA - donation au 03/10/2023 - UNORATE 621,76*								80,417			
	Total contributions nature 3 Mairies									182,501			
Budget total du projet										**5,545,508**	**1,114,939**		
											6,660,446		

V. CADRE DE RESULTAT

Résultats ESCOMPTÉS	INDICATEURS	SOURCE DES DONNÉES	SITUATION DE RÉFÉRENCE		CIBLES (2025)	MÉTHODES DE RECUEIL DES DONNÉES ET RISQUES Y RELATIFS	RESPONSABILITE
			Valeur	Année			
Résultat 1 : Un environnement propice à la croissance inclusive et durable de l'agrobusiness et l'accès aux services financiers formels est mis en place et renforcé.	**Composante 2 : Structuration des communautés bénéficiaires et formations des groupements**						
	Nombre de groupements de femmes et de jeunes structurés	Rapport du consultant chargé de la structuration des communautés bénéficiaires	0	2023	73 *(groupements structurés et création d'une coopérative)*	Étude : État des lieux des structures existantes et structuration des groupements	PNUD
	Nombre de commissions de gestions mises en place	Rapport du consultant chargé de la structuration des communautés bénéficiaires	0	2023	6 (1 comité de gestion, 1comité de surveillance et 4 commissions spécialisées)	Étude : État des lieux des structures existantes et structuration des groupements	PNUD
	Composante 3 : Aménagement et mise en valeur du périmètre d'exploitation						
	Superficie aménagée (ha)	Rapports d'activités	0	2023	25 ha	Collecte/ exploitation des données et rapports	PNUD
	Superficie exploitée (ha)	Rapports d'activités (Services techniques/ Equipe projet)	0	2023	22 ha	Collecte/ exploitation des données et rapports	PNUD
	Composante 5: Exploitation du site, encadrement des producteurs (Conseil agricole)						
	Nombre de bénéficiaires formés/accompagnés (F, J) dans la production	Rapports d'activités (Services techniques/ Equipe projet)	0	2023	2128 (rapport du consultant)	Collecte/ exploitation des données et rapports	PNUD
	Quantité produite par type de produit	Rapports d'activités (Services techniques/ Equipe projet)	0	2023	TBD	Collecte/ exploitation des données et rapports	PNUD
	Nombre de producteurs vulnérables mettant en œuvre des techniques et technologies innovantes	Rapports d'activités (Services techniques/ Equipe projet)	0	2023	TBD	Collecte/ exploitation des données et rapports	PNUD
	Rendement de production	Rapports d'activités (Services techniques/ Equipe projet)	0	2023	TBD	Collecte/ exploitation des données et rapports	*PNUD*
	Composante 6: industrialisation, et commercialisation						
	Quantité de produits transformés par type de produit	Rapports d'activités (Services techniques/ Equipe projet)	0	2023	TBD	Collecte/ exploitation des données et rapports	*PNUD*

Résultats ESCOMPTÉS	INDICATEURS	SOURCE DES DONNÉES	SITUATION DE RÉFÉRENCE		CIBLES (2025)	MÉTHODES DE RECUEIL DES DONNÉES ET RISQUES Y RELATIFS	RESPONSABILITE
			Valeur	Année			
	Quantité de produits vendus par type de produit	Rapports d'activités (Services techniques/ Equipe projet)	0	2023	TBD	Collecte/ exploitation des données et rapports	*PNUD*
	Nombre de bénéficiaires formés/accompagnés (F, J) dans la transformation	Rapports d'activités (Services techniques/ Equipe projet)	0	2023	TBD	Collecte/ exploitation des données et rapports	*PNUD*
	Nombre de bénéficiaires formés/accompagnés (F, J) dans la commercialisation	Rapports d'activités (Services techniques/ Equipe projet)	0	2023	TBD	Collecte/ exploitation des données et rapports	*PNUD*
	Rendement de transformation	Rapports d'activités (Services techniques/ Equipe projet)	0	2023	TBD	Collecte/ exploitation des données et rapports	*PNUD*
Résultat 2 : Les communautés accèdent à un revenu durable et des services financiers inclusifs.	**Composante 7: Inclusion financière**						
	Nombre de femmes utilisant des services financiers numérisés	Rapports d'activités	0	2023	*200*	*Collecte et exploitation des données*	*UNCDF*
	Nombre de femmes formées en alphabétisation financière numérique.	Rapports d'activités	0	2023	*200*	*Collecte et exploitation des données*	*UNCDF*
Résultat 3 : L'accès des communautés, en particulier les jeunes et les femmes, aux effets d'une bonne gouvernance locale est renforcé	**Composante 8: Accès aux services de base de qualité**						
	Nombres de pièces d'états civils délivrés	Rapports d'activités	0	2023	*2000*	*Collecte et exploitation des données*	*PNUD*
	Nbre de population bénéficiaire des services sociaux de bases améliorés (Ecole, Santé, eau, électrification)	Rapports d'activités	0	2023	*25000*	*Collecte et exploitation des données*	*PNUD*
Résultat 4 : Les communautés, en particulier les jeunes et les femmes, participent activement à la cohésion sociale et au renforcement de la sécurité communautaire.	**Composante 9: Renforcement de la cohésion sociale et de la sécurité communautaire**						
	Nombre de personnes touchées par les activités de renforcement de la cohésion sociale et de la sécurité communautaire	Rapports d'activités	0	2023	TBD	*Collecte et exploitation des données*	PNUD